

Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'Etablissement Public Territorial « Paris Terres d'Envol »,
Vu le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 22,
Vu le décret N° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général de Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des établissements publics nationaux et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
Vu le décret N°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la Nouvelle Bonification Indiciaire à certains personnels de la Fonction Publique Territoriale,
Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 définissant les dispositions concernant les régies de recettes, les régies d'avances et les régies d'avances et de recettes des collectivités et établissements publics locaux,
Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
Vu la décision du 26 octobre 2016 portant création d'une régie d'avances pour le paiement des leçons de conduite automobile dans le cadre de la bourse aux permis,
Vu l'arrêté n°2017/72 en date du 18 avril 2017 portant nomination de Madame Nicolette ROMAIN en qualité de régisseur titulaire et Madame Khenssa RABEHI en tant que mandataire suppléant de la régie d'avances pour le paiement des leçons de conduite automobile dans le cadre de la bourse aux permis.

Considérant le changement des missions de Madame Khenssa RABEHI au sein de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol

ARRÊTE

ARTICLE 1 A effet du 15 juin 2020, il est mis aux fonctions de Madame Khenssa RABEHI en qualité de mandataire suppléant de la régie d'avances pour le paiement des leçons de conduite automobile dans le cadre de la bourse aux permis.

ARTICLE 2 Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- A Monsieur le Comptable Public assignataire de l'Etablissement Public Territorial «Paris Terres d'Envol»,
- Au régisseur titulaire et mandataire suppléant.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le **12 JUIN 2020**


Le Président
Bruno BESCHIZZA

Le Régisseur Titulaire	Le mandataire Suppléant
<p>N. ROMAIN (signature précédée de la mention manuscrite «Lu et Approuvé»)</p> <p><i>Lu et approuvé Romain</i></p>	<p>K. RABEHI (signature précédée de la mention manuscrite «Lu et Approuvé»)</p> <p><i>Lu et approuvé Rabehi</i></p>